


# MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC


Enterprise<sup>1</sup>  
Canada



**F Le 21 novembre 2024, le ministre des Finances, Éric Girard, a présenté la mise à jour économique du Québec 2024.**

**Ce mini-budget paraît alors que les Québécois continuent de faire face à d'importants problèmes, notamment un système de santé où plus de deux millions de résidents n'ont pas accès aux soins primaires.**

**La nouvelle agence de santé de la province, Santé Québec, a demandé à un système déjà surchargé de réaliser des économies d'un milliard de dollars. De plus, le Québec fait face à une crise du logement et à des pénuries de main-d'œuvre qui persistent.**



# Aperçu des perspectives économiques

- Croissance prévue du PIB de **1,2 %** en 2024, en hausse par rapport à la prévision précédente de **0,6 %**.
- Accélération prévue de la croissance à **1,5 %** en 2025.
- Déficit prévu de **11 milliards de dollars** pour 2024-2025 (1,8 % du PIB).
- Déficit comptable maintenu à **8,8 milliards de dollars** (1,4 % du PIB).
- Fardeau de la dette prévu à **39,0 %** du PIB d'ici le 31 mars 2025.
- Objectif de réduction du fardeau de la dette à **30 %** du PIB d'ici 2037-2038.
- Engagement à rétablir l'équilibre budgétaire d'ici **2029-2030**

## Principaux investissements et mesures budgétaires

**2,1 milliards de dollars** en investissements supplémentaires sur cinq ans pour les enjeux prioritaires :

- **252 millions de dollars** sur cinq ans pour le secteur forestier afin de soutenir les efforts de transformation du bois et de reboisement.
- **218 millions de dollars** pour soutenir les Québécois, dont 208 millions de dollars pour promouvoir l'accès au logement et 10 millions de dollars pour augmenter les suppléments au revenu de travail pour les bénéficiaires de l'aide sociale.
- **1,2 milliard de dollars** pour le développement des collectivités, y compris pour soutenir la transition des organismes publics de transport en commun et contribuer à la vitalité de Montréal et de la Capitale-Nationale; 880 millions de dollars seront injectés dans un plan d'action quinquennal pour le transport en commun.
- **433 millions de dollars** sur cinq ans pour des mesures de sécurité publique à la suite des répercussions des inondations, le déploiement de nouveaux sites cellulaires et l'engagement à l'égard des obligations de couverture policière au Nunavik.

Parmi les rajustements financiers, notons les suivants :

- Une indexation de **2,85 %** des paramètres de l'impôt sur le revenu des particuliers et des prestations d'aide sociale.
- Une réduction de **3,4 milliards de dollars** des dépenses fiscales sur cinq ans et l'optimisation du crédit d'impôt pour prolongation de carrière.

Bien que la mise à jour de M. Girard ne traite pas directement des pénuries de main-d'œuvre, l'optimisation du crédit d'impôt pour prolongation de carrière vise à encourager les travailleurs âgés à demeurer sur le marché du travail plus longtemps – une mesure d'adaptation au contexte actuel du marché du travail.

# Aperçu de la question du logement

M. Girard a annoncé des mesures positives en matière de logement, mais qui pourraient ne pas atténuer suffisamment la crise actuelle du logement, caractérisée par une hausse des loyers et de longs temps d'attente pour les logements sociaux. Le soutien consolidé aux Québécois comprend :

**184 millions de dollars** sur quatre ans pour accélérer la construction de nouveaux logements;

**17,8 millions de dollars** sur quatre ans pour l'attribution de **500 nouveaux logements** dans le cadre du Programme de supplément au loyer pour les jeunes en transition, dans le cadre du programme de protection de la jeunesse.

## Réponse de l'opposition

Les partis de l'opposition ont rapidement critiqué la mise à jour et l'historique des dépenses du gouvernement de la Coalition Avenir Québec (CAQ). Paul St-Pierre Plamondon et le Parti québécois (PQ) ont mis l'accent sur ce qu'ils considèrent comme des dépenses frivoles de la CAQ, soit **5 milliards de dollars**, appelant à des coupes budgétaires et dénonçant les dépenses excessives. Le premier ministre François Legault a réfuté les allégations de Plamondon à l'Assemblée nationale en soulignant l'augmentation des investissements de la CAQ en santé et en éducation, et en affirmant que la CAQ soutient la classe moyenne.

Le Parti libéral du Québec (PLQ) a qualifié M. Legault de « roi des déficits », accusant la CAQ de perdre le contrôle des dépenses, tandis que Québec Solidaire (QS) a demandé une augmentation des dépenses pour maintenir les services gouvernementaux, décrivant la mise à jour de M. Girard comme contenant des coupes voilées.

La CAQ fonctionne dans un paysage financier complexe, et M. Girard répondra aujourd'hui aux questions du Comité des finances publiques au sujet de ses stratégies de dépenses. La mise à jour économique de M. Girard reflète une tentative du gouvernement d'équilibrer la reprise économique avec les investissements publics et la responsabilité financière. Alors que le gouvernement de la CAQ met l'accent sur des investissements ciblés et exprime son optimisme à l'égard de la croissance économique, ses mesures pourraient ne pas répondre pleinement aux problèmes urgents d'accès aux soins de santé, de pénurie de main-d'œuvre et de crise du logement auxquels font face les Québécois.

L'annonce d'aujourd'hui ouvre la voie à des discussions continues sur la façon de s'attaquer efficacement aux problèmes socioéconomiques urgents du Québec, tout en visant la stabilité financière au moyen d'un plan exhaustif visant à atteindre l'équilibre budgétaire prévu dans la présentation du budget de 2025-2026.



**Pour plus de renseignements, veuillez contacter :**

**Corinne Crichlow**

Directrice – Québec

[ccrichlow@enterprisecanada.com](mailto:ccrichlow@enterprisecanada.com)

**Enterprise<sup>1</sup>  
Canada**

[enterprisecanada.com](http://enterprisecanada.com)